

Belgavoka est un **réseau d'avocats**, représenté dans chacun des 27 arrondissements judiciaires belges et au Grand-Duché de Luxembourg (voir verso de ce dépliant).

Le réseau poursuit les objectifs suivants :

- L'offre de services juridiques à travers tout le territoire belge;
- Une collaboration innovante, dynamique et transparente dans l'intérêt de la clientèle;
- La communication d'informations juridiques, via une lettre d'information et d'un site internet;
- L'échange d'expériences dans certains domaines juridiques spécifiques;
- La formation permanente.

Les dernières formations permanentes ont porté sur :

- Les droits d'auteur et de l'internet : applications et abus ;
- Les pièges de la procédure pénale ;
- De nouveau loi sur les ASBL ;
- Les pièges de la procédure administrative ainsi que la présentation du projet de réforme du Conseil d'Etat.

Le comité de Belgavoka.

Belgavoka ist ein Netzwerk aus Anwälten, das sich über alle 27 Gerichtsbezirke Belgiens sowie über das Großherzogtum Luxemburg erstreckt (siehe letzte Seite).

Das Netzwerk hat folgende Zielsetzung :

- das Angebot einer juristischen Dienstleistung über ganz Belgien;
- ein innovatives, dynamisches und deutlich auf Zusammenarbeit ausgerichtete Dienstleistungsangebot im Interesse der Mandanten;
- das Verbreiten von interessanter juristischer Information durch ein regelmäßig erscheinendes Informationsblatt und über die Internetseite;
- der Erfahrungsaustausch in den einzelnen Rechtsbereichen;
- die ständige Weiterbildung.

Die letzten Fortbildungen hatten folgende Themen zum Gegenstand :

- Autorenrecht und Internet : Anwendungen und Missbräuche;
- Fallstricke in der Strafprozedur;
- Das neue Gesetz über die VoG (Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht);
- Fallstricke in Verwaltungsrechtsprozeduren und Darstellung der Gesetzesnovellierung zum Staatsrat.

Das Belgavoka Komitee.

Belgavoka is een netwerk van advocaten, vertegenwoordigd in elk van de 27 gerechtelijke arrondissementen van België en in het G.H. Luxemburg (zie achterzijde van de nieuwsbrief).

Het netwerk heeft de volgende doelstellingen:

- het aanbieden van juridische dienstverlening in heel België;
- een innoverende, dynamische en duidelijke samenwerking in het belang van de cliënteel;
- het meedelen van interessante juridische informatie via een nieuwsbrief en de webstek;
- de uitwisseling van ervaringen in specifieke rechtsdomeinen;
- de permanente vorming.

De laatste permanente vormingen omvatten volgende onderwerpen :

- Het auteursrecht en het internet : toepassingen en misbruiken;
- De valkuilen bij de strafprocedure;
- Het nieuwe VZW-recht;
- De valkuilen van de administratieve procedure alsmede de voorstelling van de nieuwe wetgeving wat de Raad van State betreft.

Het Belgavoka comité.

Belgavoka is a network of lawyers, represented in each of the 27 legal districts of Belgium and the Grand Duchy of Luxembourg (see last page).

The network has the following objectives :

- offering legal services throughout Belgium;
- an innovating, dynamic and clear cooperation in the interest of the customer;
- making interesting legal information known via a newsletter and the website;
- exchanging experiences in specific legal fields;
- continuous training.

The last continuing trainings were on :

- Copyright and the internet: applications and abuses;
- Traps of the criminal procedure;
- The new law on the non-profit organization;
- Traps of the new administrative procedure and presentation of the project of reform of the Supreme Administrative Court of Belgium.

The Belgavoka committee.



Patrick Geelhand de Merxem

Le chasseur Belge préfère l'assistance d'un avocat que celle de son chien de chasse.

Une meilleure analyse mettrait même le titre de l'article en doute, vu qu'en Belgique le droit de la chasse est une matière régionalisée et que dès lors la réglementation est différente en Flandre et en Wallonie, tout en ne prenant pas en compte la région de Bruxelles capitale.

L'exercice de la chasse en Belgique au 21^e siècle est pour la plupart un hobby, un loisir, un passe temps voir une passion. Mais une formation juridique s'impose de plus en plus.

Il y a tout d'abord l'examen de chasse, comprenant une partie théorique et plusieurs parties pratiques.

La partie théorique comprend trois matières, dont la législation cynégétique.

Le système du multiple choice est perfide car l'on utilise le système du retrait d'un point par mauvaise réponse, et en outre l'on doit réussir pour chaque matière séparément.

Celui qui survit à cette première épreuve doit ensuite se soumettre à plusieurs examens pratiques, des tests de sécurité et des épreuves de tir, tant au fusil qu'à la carabine.

Ce n'est qu'en suite que le majeur d'âge peut, moyennant la présentation d'une attestation de bonne vie et mœurs et d'une police d'assurance chasse en bonne et due forme, aller chasser, tout en respectant bien entendu tout un panoplie de réglementations supplémentaires, de décrets et d'arrêtés et après avoir payé et obtenu le permis de chasse (pour lequel il faut bien entendu payer chaque année à nouveau) et qui n'est valable que pour la Flandre respectivement la Wallonie.

Il y a les directives européennes (natura 2000, e.a.) et celui qui veut aller chasser à l'étranger en amenant sa ou ses propres arme(s) doit disposer d'un passeport européen d'armes à feu mentionnant ses propres armes.

Il est dès lors en principe pas possible de traverser la frontière avec une arme à feu empruntée.

Le bail de chasse est à première vue un contrat fort simple. Il s'agit d'une convention entre le bailleur (le plus souvent soit le propriétaire soit l'usufruitier) et le locataire (le plus souvent le chasseur, ensuite appelé le détenteur du droit de chasse) par lequel le premier parti accorde pour une durée déterminée (souvent à titre exclusif) le droit de chasse sur certaines parcelles de terre au deuxième parti.

Néanmoins cette simple convention donne lieu à beaucoup de contestations et de litiges et un fort important nombre insoupçonné de procédures qui se règlent soit par arbitrage soit devant les tribunaux.

La cause en est l'énorme concurrence entre les chasseurs afin d'obtenir le droit de chasse d'une certaine parcelle. Mais comment expliquer qu'une simple convention puisse donner lieu à autant de litiges?

Ceci s'explique par le fait que le droit de chasse en général et l'exercice du droit de chasse en particulier sont soumis à une trop grande diversité de réglementations qui parfois se complètent, parfois se superposent et sont même parfois en contradiction ou ne semblent pas fonctionner dans la pratique.

Sans vouloir approfondir ceci nous pouvons quand-même énumérer les éléments suivants :

- L'exigence légale d'une superficie minimale pour l'exercice de la chasse (en Flandre 40 ha).
- Certains droits de chasse ne sont pas exclusifs.
- Certains plans de chasse ne sont pas up to date.
- Les conventions orales sont en contradiction avec les contrats écrits.
- Les conventions entre partis sont contraires aux statuts du conseil cynégétique.
- Les propriétaires indivis prennent des décisions contradictoires en matière de droit de chasse.
- Le tribunal anéantit la décision de l'a.s.b.l. conseil cynégétique.

Etc. ...

Les **dégâts de gibier** ont déjà rempli plusieurs armoires de jurisprudence. En soit cela n'est pas étonnant.

Le principe de base de l'article 1382 du C.C. est renversé par le droit de la chasse.

Normalement c'est le propriétaire qui supporte le risque du dommage à ses biens, hormis le principe de l'assurance.

En cas de dégâts de gibier(s) il en va autrement. Le principe légal prévoit en effet que le dégât anormal aux cultures provoqué par le gibier doit être dédommagé par le détenteur du droit de chasse qui doit donc payer (indemniser) le propriétaire des cultures (souvent l'agriculteur local). Dans certains cas le détenteur du droit de chasse doit dès lors indemniser le dommage qu'il n'a pas causé, mais qui a été causé par le gibier, aux cultures ou aux arbres. A l'époque les dégâts de lapins devaient même être indemnisés au double, ce qui faisait que cela devenait plus avantageux pour le fermier d'avoir des dégâts de lapins plutôt que d'avoir une récolte normale. Heureusement cela est révolu.

Le principe qui précède peut être anéanti en cas de faute du cultivateur.

Comme déjà dit, la jurisprudence en la matière est immense.

Les arrêtés d'ouverture quinquennaux stipulent, à nouveau séparément pour la Flandre et pour la Wallonie, les dates d'ouverture et de fermeture de la période de chasse à chaque espèce de gibier, et fixe les modes de chasse.

A titre d'exemple, la bécasse (oiseau migrateur) est classé comme gibier en Wallonie, et peut dès lors y être chassée, et ne l'est pas en Flandre, et ne peut dès lors pas y être chassée.

Celui qui chasse tant en Flandre qu'en Wallonie ne doit pas disposer d'un, mais bien de deux permis de chasse séparés (un Flamand et un Wallon), à renouveler chaque année, à payer chaque année également.

Lorsque une espèce de gibier menace de causer des dégâts de gibier en dehors de la saison de chasse, l'on ne peut évidemment pas chasser cette espèce. L'on pourra néanmoins quand-même tirer ce gibier moyennant le respect de certaines formalités et avis aux Autorités. Ensuite le chasseur fait donc précisément la même chose qu'en temps de chasse, mais cela s'appelle alors différemment (protection des cultures) et dès lors la Belgique est en mesure de respecter les directives

Européennes en la matière .

Le braconnage et les constitutions de parties civiles, les accidents de chasse, les indemnisations pour le chien de chasse tué accidentellement, les tribunaux qui évaluent plus haut la valeur d'un rapace que celle d'un enfant complètent provisoirement le tableau.

Sans oublier que les organisations de protection des animaux ont aussi leur avis.



Les nouvelles modifications législatives sur le règlement collectif de dettes

La loi du 13 décembre 2005 publiée au Moniteur belge du 21 décembre 2005, a apporté différentes modifications à la législation sur le règlement collectif de dettes.

Outre le transfert de la compétence du Juge des Saisies au profit des juridictions du travail, le législateur a instauré différentes innovations que nous allons aborder dans ce cadre de cet exposé.

Les principales modifications apportées par la loi du 13 décembre 2005 visent des problèmes auxquels étaient confrontés quotidiennement les médiateurs de dettes.

En outre, la possibilité existe désormais pour les créanciers institutionnels (SPF FINANCES, TVA, COMMUNES, ...) d'accorder au débiteur surendetté une remise de dette même en principal de leur créance voire son effacement.

1. Délai pour la rédaction d'un plan de règlement amiable

Le législateur a prolongé le délai pour rédiger un plan de règlement amiable dans le chef du médiateur de dettes d'une période de 4 mois à 6 mois.

La pratique a en effet constaté qu'il était extrêmement difficile de rédiger un plan de règlement dans un délai de 4 mois.

Ce court délai avait été fixé par la loi pour ne pas trop défavoriser les créanciers puisque tant les intérêts de leur créance que les voies d'exécution étaient suspendues depuis le jugement d'admissibilité.

Il est très vite apparu que le médiateur de dettes avait des difficultés à respecter ce délai et cela entraînait des demandes de prorogation de délais.

Concomitamment, la loi prévoit désormais que si un créancier ne fait pas de déclaration de créance dans le délai d'un mois, le médiateur de dettes l'informe par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception qu'il dispose d'un dernier délai de 15 jours à compter de la réception de cette lettre pour faire cette déclaration.

Si la déclaration n'est pas faite dans ce délai, le créancier concerné est réputé renoncer à sa créance.

2. Montant du pécule à attribuer au débiteur surendetté

Parallèlement à ces modifications de procédure, la loi prévoit désormais le pécule minimal auquel le débiteur est en droit

de prétendre.

Le médiateur de dettes prélève ainsi sur les montants qu'il perçoit, un pécule qui est mis à la disposition du requérant et qui est au moins égal au montant protégé en application des articles 1409 à 1412 du Code judiciaire.

De l'accord écrit du requérant, ce pécule peut toutefois être réduit sans pouvoir être inférieur au montant visé à l'article 14 de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale.

3. Remise totale ou partielle de dettes

En outre, la grande innovation de la loi est de prévoir désormais la possibilité pour tout créancier privé et surtout public d'accorder une remise de dette totale ou partielle au requérant et ce quelle que soit la nature de la dette notamment fiscales, sociales, etc...

L'attention du médiateur de dettes est toutefois attirée sur le fait que dans le cadre du remboursement des créanciers, l'accent doit être mis sur le remboursement prioritaire des dettes qui mettent en péril le respect de la dignité humaine du requérant et de sa famille.

L'article 1675 / 13bis du Code Judiciaire prévoit que s'il apparaît qu'aucun plan amiable ou judiciaire n'est possible en raison de l'insuffisance des ressources du requérant, le médiateur consigne cette constatation dans le procès-verbal visé à l'article 1675/11 § 1er avec une proposition motivée justifiant l'octroi d'une remise totale de dettes et les éventuelles mesures dont elle devrait à son estime, être accompagnée.

Le Juge peut, en pareil cas, accorder la remise totale des dettes sans plan de règlement.

Cette décision peut être assortie de mesures d'accompagnement dont la durée ne peut être supérieure à 5 ans.

La remise de dettes est acquise sauf retour à meilleure fortune dans les 5 années qui suivent la décision.

La décision peut être révoquée pendant 5 ans dans les conditions visées à l'article 1675/15 du Code judiciaire.

Parallèlement à la législation sur les faillites, l'article 19 de la loi du 13 décembre 2005 prévoit l'insertion d'un article 1675/16bis dans le Code Judiciaire.

Sans préjudice de l'application de l'article 1287 du Code Civil, et sauf en cas d'organisation frauduleuse d'insolvabilité, les personnes physiques qui, à titre gratuit, se sont constituées sûreté personnelle du requérant, peuvent être déchargées en tout ou en partie de leur engagement si le juge constate que leur obligation est disproportionnée à leurs revenus et à leur patrimoine.

Pour bénéficier de la décharge, ces personnes déposent au greffe de la juridiction saisie de la demande de règlement collectif de dettes, une déclaration attestant que leur obligation est disproportionnée.

Le Juge statue sur la décharge, lorsqu'il rend la décision par laquelle il homologue un plan de règlement amiable ou ordonne un plan de règlement judiciaire.

Il peut également statuer par une décision ultérieure si le traitement de cette question est de nature à retarder le jugement de la demande en règlement collectif de dettes.

Conclusions

Ces modifications législatives apportent incontestablement des solutions en vue de permettre à des débiteurs surendettés de redresser la tête pour sortir de leurs problèmes financiers de manière durable.

Toutefois, le législateur n'a pas précisé quelle mesure d'accompagnement pouvait être prise par le Tribunal en vue de surveiller notamment l'effacement des dettes.

Il appartiendra dès lors, à la jurisprudence d'en déterminer les modalités pratiques afin d'en éviter les excès, tout en permettant aux débiteurs, malheureux et de bonne foi, de mener une vie conforme à la dignité humaine.



Geoffroy Lemaire

Liquidations de sociétés : bientôt du neuf !

Une proposition de loi modifiant de manière substantielle le régime des liquidations des sociétés commerciales sera en effet prochainement en vigueur. ⁽¹⁾

1. Ratio legis

L'auteur de la première version de la proposition de loi, déposée en date du 9 juillet 2003 et présentée à nouveau dans un texte du 30 mars 2006, faisait état de la suspicion qui pouvait s'attacher à certaines liquidations qui, sciemment ou non, avaient pour effet d'éluder les règles applicables en matière de faillite (responsabilités des fondateurs et associés, période suspecte, préservation des intérêts de créanciers).

Indépendamment du régime de responsabilité du liquidateur du fait de son mandat et de la possibilité de soumettre, le cas échéant, la contestation opposant la liquidation à l'un de ses créanciers, par exemple, dans le cadre d'une action en faillite, l'on peut néanmoins considérer que le liquidateur, généralement le gérant ou un des administrateurs de la société, ne dispose pas nécessairement de toute la compétence requise, notamment dans l'appréciation des rangs et privilèges sur base desquels doit s'opérer la répartition des actifs.

De même, et de manière compréhensible, le liquidateur, s'il ne dispose pas du recul nécessaire, notamment en raison d'un conflit d'intérêts (au mépris de l'article 523 du Code des Sociétés), peut avoir tendance à privilégier les intérêts de la liquidation au détriment de celui des créanciers.

Enfin, force est de constater que l'on peut également rencontrer des situations dans lesquelles le liquidateur, pour une raison quelconque, n'assurerait pas la transparence nécessaire en ne rendant pas compte de l'évolution de son mandat.

Il est vrai que, à la décharge du liquidateur, celui-ci n'avait guère beaucoup de points de repères pour assurer l'exécution de son mandat, à l'exception des quelques dispositions légales applicables et du contenu de la délibération de l'Assemblée Générale qui l'a désigné.

L'on assiste donc, dans le nouveau régime, à une spécialisation

de la fonction du liquidateur ainsi qu'un renforcement (2) des exigences de transparence et de publicité, et ce de manière similaire au droit de la faillite.

2. Système mis en place

- Il sera important d'indiquer, dans le procès-verbal de l'Assemblée Générale prononçant la dissolution anticipée de la société, que le choix du liquidateur sera soumis à l'approbation ultérieure du Tribunal de Commerce compétent.

L'article 184 du Code des Sociétés prévoit en effet une **procédure de «confirmation»** de la nomination du liquidateur, notamment par le dépôt d'une requête unilatérale suivi d'une décision promise dans les 24 heures.

Si le Tribunal venait à ne pas suivre le choix de l'Assemblée Générale, notamment en raison d'un possible manque d'indépendance ou d'un doute quant à la compétence du liquidateur pressenti, ce dernier peut désigner lui-même le liquidateur ou inviter l'Assemblée Générale à procéder à un nouveau choix.

Par conséquent, la société devra être attentive au respect des règles de convocation de la nouvelle Assemblée Générale en considération des délais stricts prévus dans l'article 181 du Code des sociétés.

- L'article 189bis du Code des Sociétés impose un régime de publicité de l'évolution de la liquidation en prévoyant un dossier ouvert au greffe contenant une situation active et passive ainsi qu'un compte-rendu du liquidateur de la suite des opérations.

Cette publicité permettra, notamment, aux créanciers opposés à la liquidation de mieux d'apprécier l'existence des conditions de faillite de la société dissoute.

- La clôture de la liquidation ne concernera plus uniquement les associés de la société dissoute mais également le Tribunal de Commerce, chargé de vérifier la « validité » du projet de répartition qui pourra, dans ce cadre, « requérir du liquidateur tous renseignements utiles. » (article 190 § 1 du Code des Sociétés)

- Enfin, un régime transitoire est prévu pour les liquidations non encore clôturées lors de l'entrée en vigueur de la loi. Un délai d'un an est accordé au liquidateur pour se conformer aux nouvelles dispositions.

Si la mise en place de la publicité est aisée à mettre en œuvre, il n'en va pas nécessairement de même pour ce qui concerne la procédure de « confirmation » de la nomination du liquidateur, surtout si l'on observe la possibilité, pour le Tribunal, de remettre en cause certains actes posés par le liquidateur entre sa nomination – qui pourra être relativement ancienne – et sa confirmation, si celle-ci est exigée.

3. Observations

Il ne nous appartient pas de nous prononcer sur l'opportunité d'une telle réforme dans la mesure où le liquidateur normalement prudent et diligent aura déjà appliqué, pour la gestion de son mandat, la transparence et la publicité voulues.

Toujours est-il que ces nouvelles règles permettront assurément de limiter les « faillites déguisées », et ce dans l'intérêt des créanciers.

La démarche est donc à saluer, même si elle ne va pas sans poser de nombreux écueils :

- l'application de ces nouvelles règles entraînera une lourdeur complémentaire dans la procédure de liquidation, tant pour la société elle-même que pour le greffe et le magistrat chargé à se prononcer sur le choix du liquidateur, le projet de répartition, etc... .
 - la sécurité juridique des actes posés par le liquidateur est également mise en péril puisque l'article 184 § 1 du Code des Sociétés prévoit que « le tribunal statue également (lors de la procédure de confirmation du liquidateur) sur les actes que le liquidateur a éventuellement accomplis entre sa nomination par l'assemblée générale et la confirmation de cette nomination. Il peut confirmer ces actes de manière rétroactive, ou les annuler s'ils constituent une violation manifeste des droits de tiers. »
- (1) Après le vote à la Chambre des représentants le 3 mars 2006, le Sénat a renoncé évoquer le texte, le délai pour ce faire expirant le 3 mai dernier. Ne subsiste donc plus que la procédure de promulgation et de publication.
- (2) dans la mesure où il serait abusif de considérer que, par principe, la liquidation n'assure pas la transparence voulue à l'égard des créanciers.

BELGAVOKA G.E.I.E. signale que tout contact avec ses membres constitue uniquement une affaire entre le client potentiel et le membre concerné. Cela signifie que chaque membre se porte garant du secret professionnel et de sa responsabilité dans le cadre de la relation avec les clients. Lorsque le client s'adresse à un membre de Belgavoka cette relation ne peut, en aucun cas, engendrer la responsabilité du G.E.I.E. BELGAVOKA.

visit our website
www.belgavoka.be

Voor de Belgische jager wordt de bijstand van een advocaat nuttiger dan deze van zijn vertrouwde jachthond.



Patrick Geelhand de Merxem

Op de keper beschouwd is zelfs de titel van dit artikel reeds misleidend, want het jachtrecht in België is een geregionaliseerde materie, zodat de reglementering fundamenteel verschillend is in Vlaanderen en in Wallonië, het Brussels hoofdstedelijk gewest momenteel nog buiten beschouwing gelaten.

Zeg nu zelf. De beoefening van de jacht in de 21^e eeuw is voor de meesten in België een hobby, een vrijetijdsbeoefening, een liefhebberij, eventueel zelfs een passie. Maar je moet er wel (bijna) juridisch voor geschoold zijn.

Vooreerst is er het jachtexamen, met een theoretisch gedeelte en meerdere praktische proeven.

Het theoretisch gedeelte omvat drie vakken, waaronder (jacht-) wetgeving.

Het multiple choice systeem is keihard want er wordt gewerkt met negatieve punten bij foutieve antwoorden, en daarenboven moet men op ieder afzonderlijk vak geslaagd zijn.

Wie zich met succes daar door worstelt moet vervolgens meerdere praktische proeven, veiligheidsproeven en schietproeven, zowel met geweer als met karabijn afleggen.

Pas daarna kan de meerderjarige, mits voorlegging van attest van goed gedrag en zeden en bewijs van geldige jachtverzekering, op jacht gaan, natuurlijk mits de strikte naleving van het indrukwekkend bijkomend arsenaal aan decreten en besluiten allerhande en na het betalen en het verkrijgen van het jachtverlof (waarvoor ieder jaar opnieuw moet betaald worden) dat slechts hetzij voor het Vlaams Gewest hetzij voor het Waals Gewest geldig is.

Er zijn Europese Richtlijnen (natura 2000, e.a.) en wie naar het buitenland wil trekken met zijn persoonlijke wapen(s) dient over een geldige Europese vuurwapenpas te beschikken waarop zijn eigen persoonlijk(e) wapen(s) worden vermeld.

Je kan in principe dus niet met een in goed vertrouwen geleend wapen de staatsgrens over.

Het jachthuurcontract is op het eerste zicht vrij eenvoudig. Het betreft de overeenkomst tussen verhuurder (meestal de eigenaar of de vruchtgebruiker) en de huurder (meestal de jager, daarna jachtrechthouder genoemd) waarbij de eerste partij voor een bepaalde tijd het (meestal exclusief) recht tot bejagen van bepaalde percelen grond verhuurt aan de tweede partij.

Nochtans geeft deze eenvoudige overeenkomst aanleiding tot heel veel betwistingen en geschillen en een onvermoed hoog aantal procedures die hetzij bij arbitrage hetzij door de rechtbank worden beslist.

De aanleiding is natuurlijk meestal te zoeken in de enorme concurrentie die er tussen de jagers onderling bestaat om het jachtrecht over een bepaald perceel te kunnen verkrijgen. Maar hoe komt het nu dat zo'n eenvoudige overeenkomst tot zoveel betwistingen aanleiding kan geven?

Dit komt o.a. door het feit dat het jachtrecht in het algemeen en de uitoefening van het jachtrecht in het bijzonder onderhevig zijn aan een diversiteit van reglementeringen die elkaar soms

aanvullen, soms overlappen, en soms tegenstrijdig zijn of tenslotte in de praktijk niet blijken te werken.

Zonder hierop verder te willen ingaan kunnen toch de volgende elementen kort worden vernoemd.

- Wettelijke vereiste van minimum oppervlakte voor bejaging (in Vlaanderen 40 ha).
- Sommige jachtrechten zijn niet exclusief.
- Sommige jachtplannen zijn niet up to date.
- De mondelinge overeenkomsten zijn in strijd met de schriftelijke overeenkomsten.
- De overeenkomsten partijen zijn in strijd met de statuten van de wildbeheereenheid.
- De onverdeelde eigenaars nemen tegenstrijdige beslissingen m.b.t. het jachtrecht.
- De rechtbank vernietigt de beslissing van de v.z.w. wildbeheereenheid.

Enz. ...

De **wildschade** heeft reeds gezorgd voor kasten vol jurisprudentie. Dit is op zich niet verwonderlijk.

Het basisprincipe van potje breekt, potje betaalt, of zelfs van artikel 1382 B.VV., wordt door het jachtrecht in België m.b.t. de wildschade op zijn kop gezet.

Normaal draagt een eigenaar zelf het risico voor de schade aan zijn eigendom, het principe van de verzekering buiten beschouwing gelaten.

Bij wildschade is dit anders. Het wettelijk principe voorziet namelijk dat de abnormale schade aan gewassen veroorzaakt door het wild door de jachtrechthouder dient te worden vergoed aan de eigenaar van de teelt. In bepaalde gevallen dient de jachtrechthouder dus de schade te vergoeden die niet hij, maar wel "het wild" aan de gewassen, aan de teelt of aan de bomen heeft veroorzaakt. Vroeger diende konijnenschade in bepaalde gevallen zelfs dubbel te worden vergoed, waarbij het voor de teler dus voordeliger was om wildschade te lijden dan te hopen op een normale opbrengst van de oogst. Deze reglementering is gelukkig achterhaald.

Het voormeld principe kan bij fout van de teler ongedaan gemaakt worden.

De rechtspraak terzake is zoals gezegd, oeverloos.

De vijfjaarlijkse zogenaamde 'openingsbesluiten' bepalen, opnieuw afzonderlijk voor Vlaanderen en voor Wallonië, de openingsdatum en de sluitingsdatum van de jachtperiode op iedere afzonderlijke wildsoort, en bepaalt tevens de jachtwijze.

Een bepaalde diersoort heeft in Wallonië het statuut van bejaagbaar wild en in Vlaanderen niet, nl. de houtsnip. Die trekvogel is dus in Wallonië bejaagbaar (tijdens het jachtseizoen) en in Vlaanderen niet.

Wie trouwens zowel in Vlaanderen als in Wallonië wil jagen moet niet één, maar wel twee afzonderlijke jachtverloven aanvragen (en dit ieder jaar opnieuw) en uiteraard ook twee maal betalen.

Wanneer een wildsoort wildschade dreigt te veroorzaken buiten het wettelijk jachtseizoen, dan mag er natuurlijk niet op worden gejaagd. Bestrijding van die wildsoort is dan wel weer mogelijk mits het vervullen van diverse formaliteiten en meldingen aan de Overheid. Daarna gaat de jager dus precies hetzelfde doen als in het jachtseizoen, maar dit heet

dan bestrijding en niet bejaging, en zodoende is België dan weer in orde met de Europese Richtlijnen terzake.

De stroperij en de burgerlijke partijstellingen, de jachtongevallen, de vergoeding van een per ongeluk doodgeschoten jachthond, de door de rechtbank hogere financiële waardering van een zeldzame roofvogel dan voor een mensenkind maken het plaatje voorlopig compleet.

En de dierenrechtenorganisaties hebben dan ook nog eens hun kijk op de zaak.

De nieuwe wettelijke wijzigingen in de collectieve schuldenregeling.



Stéphane Collin

De wet van 13 december 2005 verschenen in het Belgisch Staatsblad van 21 december 2005 heeft verschillende wijzigingen aangebracht op de wet op de collectieve schuldenregeling.

Naast de overheveling van bevoegdheid van de beslagrechter naar de arbeidsgerechten, heeft de wetgever verschillende nieuwigheden aangebracht die we hierna nader zullen bespreken

De belangrijkste wijzigingen door de wet van 13 december 2005 aangebracht, hebben betrekking op problemen waarmee de schuldbemiddelaars dagelijks mee geconfronteerd waren.

Bovendien bestaat nu de mogelijkheid voor institutionele schuldeisers (FOD Financiën, BTW, gemeentebesturen, ...) om aan de schuldenaar die met bovenmatige schulden geconfronteerd wordt een vermindering en zelfs een volledige kwijtschelding van zijn schuld in hoofdsom te geven.

1. termijn voor de opstelling van de minnelijke aanzuivering-regeling

De wetgever heeft de termijn voor het opstellen door de schuldbemiddelaar van de minnelijke aanzuiveringregeling verlengd van 4 tot 6 maanden.

De praktijk heeft immers uitgewezen dat het voor de schuldbemiddelaar nogal moeilijk was om het minnelijke aanzuiveringsplan op te stellen binnen de termijn van 4 maanden

Deze korte termijn was vastgesteld geworden door de wet om de schuldeiser niet al te zeer te benadelen vermits zowel de intresten van hun schuldvordering als de uitvoeringsmiddelen opgeschort waren vanaf de toelaatbaarheidsbeschikking.

Het was zeer snel gebleken dat de schuldbemiddelaar moeilijkheden ondervond om deze termijn na te leven wat verzoeken tot verlenging van de termijn tot gevolg had.

Tegelijkertijd voorziet de wet nu dat indien een schuldeiser geen aangifte van schuldvordering doet binnen de termijn van één maand, de schuldbemiddelaar hem bij aangetekende brief met bericht van ontvangst op de hoogte moet stellen dat hij nog over een laatste termijn van 15 dagen na ontvangst van de brief beschikt om zijn aangifte te doen.

Indien de aangifte niet gedaan wordt binnen deze termijn, wordt de betreffende schuldeiser geacht af te zien van zijn schuldvordering.

2. bedrag van het leefgeld dat gegeven moet worden aan de schuldenaar in collectieve schuldenregeling

Naast de gewijzigde procedureregels voorziet de wet nu op welk minimaal bedrag aan leefgeld de schuldenaar recht heeft.

De schuldbemiddelaar houdt van de bedragen die hij ontvangt, een leefgeld af dat hij aan de schuldenaar ter beschikking stelt dat gelijk is aan minstens het gewaarborgde bedrag in uitvoering van de artikelen 1409 tot 1412 van het Gerechtelijk Wetboek.

Mits schriftelijk akkoord van de schuldenaar kan dit leefgeld verminderd worden, zonder weliswaar lager te mogen zijn aan het bedrag van artikel 14 van de wet van 26 mei 2002 op de maatschappelijke integratie.

3. Volledige of gedeeltelijke kwijtschelding van schulden

Bovendien bestaat de grote nieuwigheid in de wet dat het voorziet dat alle schuldeisers zowel de privé maar vooral de publieke de mogelijkheid hebben de schuld volledig of gedeeltelijk aan de schuldenaar kwijt te schelden wat ook de aard van deze schulden is, zowel fiscale, sociale, ...

De aandacht van de schuldbemiddelaar wordt er echter op getrokken dat hij, in het kader van de terugbetaling aan de schuldeisers, de nadruk moet leggen op de prioritaire terugbetaling van de schulden die de waardigheid van de schuldenaar en zijn familie in het gedrang brengen.

Artikel 1675/13 bis Ger.W. voorziet dat indien blijkt dat geen enkel minnelijk of gerechtelijk aanzuiveringsplan mogelijk is door het gebrek aan inkomsten van de schuldenaar, de schuldbemiddelaar deze vaststelling moet optekenen in het P.V. voorzien in artikel 1675/11 § 1 met een gemotiveerd voorstel dat de volledige kwijtschelding van schulden wettigt en met melding van de gebeurlijke maatregelen die deze kwijtschelding, volgens hem, zouden moeten begeleiden.

De rechter kan, in dat geval, de volledige kwijtschelding van de schulden zonder regelingsplan toestaan.

Deze beslissing kan gepaard gaan met begeleidende maatregelen die niet langer kunnen duren dan 5 jaar.

De kwijtschelding van schulden is behouden tenzij de financiële situatie van de schuldenaar tijdens de vijf jaren volgend op de beslissing verbetert.

Onder de voorwaarden voorzien in artikel 1675/15 Ger.W. kan de beslissing herroepen worden binnen de periode van 5 jaar.

Samen met de wetgeving op het faillissement, voorziet artikel 19 van de wet van 13 december 2005 de invoering van een artikel 1675/16 bis in het Gerechtelijk Wetboek.

Zonder afbreuk te doen aan de toepassing van artikel 1287 Burgerlijk Wetboek en behalve in geval van het frauduleus organiseren van hun onvermogen, kunnen de natuurlijke personen die, om niets, persoonlijke zekerheden hebben gesteld voor de schuldenaar, volledig of gedeeltelijk ontheven worden van hun verplichtingen indien de rechter van oordeel is dat hun verplichtingen onevenredig zijn met hun inkomsten en hun patrimonium.

Om van deze ontheffing te kunnen genieten moeten deze personen, op de griffie van de door de collectieve schuldenregeling gevatte rechtbank, een verklaring neerleggen die deze onevenredigheid bevestigen.

De rechter beslist over deze ontheffing op het ogenblik dat hij het minnelijke aanzuiveringsplan homologeert of als hij een gerechtelijk aanzuiveringsplan oplegt.

Hij kan eveneens later vonnissen als hij van oordeel is dat de oplossing van deze bijkomende vraag van aard is om de beschikking over het verzoek tot collectieve schuldenregeling zal vertragen.

BESLUITEN

Deze wettelijke wijzigingen bieden ongetwijfeld een oplossing voor schuldenaren die door schulden overstelpt worden om hen toe te laten, op een duurzame wijze, het hoofd te bieden aan hun financiële problemen.

De wetgever heeft echter nagelaten nader te bepalen welke begeleidingsmaatregelen de rechtbank kon opleggen bij de kwijtschelding van schulden.

Het zal dan ook de rechtspraak toekomen de praktische modaliteiten te bepalen teneinde de excessen ervan te vermijden, maar zonder uit het oog te verliezen dat de schuldenaren die ongelukkig en ter goeder trouw zijn menswaardig moeten kunnen leven.

Vereffeningen van vennootschappen: er is verandering op til!



Geoffroy Lemaire

Binnenkort wordt een wetsvoorstel van kracht dat het stelsel van de vereffeningen van handelsvennootschappen ingrijpend wijzigt. (1)

1. Ratio legis

De auteur van de eerste versie van het wetsvoorstel, dat op 9 juli 2003 werd ingediend en opnieuw wordt neergelegd in een tekst van 30 maart 2006, verwees naar de argwaan die kan bestaan bij sommige vereffeningen die, al dan niet opzettelijk, tot gevolg hadden dat de toepasbare regels inzake faillissementen werden omzeild (aansprakelijkheid van oprichters en vennoten, verdachte periode, bescherming van de belangen van de schuldeisers).

Los van het stelsel van aansprakelijkheid van de vereffenaar als gevolg van zijn opdracht en van de mogelijkheid om in voorkomend geval de betwisting tussen de vereffenaar en een schuldeiser van de vennootschap in vereffening, bijvoorbeeld, in het kader van een vordering tot faillietverklaring, mogen we beschouwen dat de vereffenaar, gewoonlijk de zaakvoerder of een bestuurder van de vennootschap, niet noodzakelijk over de vereiste bekwaamheid beschikt om de rangen en voorrechten te beoordelen op grond waarvan de activa moeten worden verdeeld.

Evenzo kan de vereffenaar begrijpelijkerwijze, indien hij niet voldoende afstand kan nemen, meer bepaald als gevolg van een belangenconflict (in weerwil van artikel 523 van het Wetboek van Vennootschappen), geneigd zijn voorrang te geven aan de belangen van de vereffening boven het belang van de schuldeisers.

Tot slot stellen we vast dat er ook situaties kunnen ontstaan waarin de vereffenaar, om welke reden ook, in gebreke blijft de noodzakelijke transparantie te verzekeren door geen verslag uit te brengen over het verloop van zijn opdracht.

Tot verontschuldiging van de vereffenaar geven we toe dat hij nauwelijks aanknopingspunten had om zijn opdracht uit te voeren, met uitzondering van de weinige toepasbare wetsbepalingen en de inhoud van de beraadslaging van de algemene vergadering die hem heeft aangesteld.

In het nieuwe stelsel wordt de functie van de vereffenaar dus nader omschreven. Tegelijk worden ook de voorwaarden van transparantie en openbaarmaking versterkt (2), op soortgelijke wijze met het faillissementsrecht.

2. Het nieuwe systeem

- In het nieuwe systeem wordt het belangrijk om in de notulen van de algemene vergadering die de vervroegde ontbinding van de vennootschap uitspreekt te vermelden dat de keuze van de vereffenaar zal worden voorgelegd aan de latere goedkeuring van de bevoegde rechtbank van koophandel.

Artikel 184 van het Wetboek van Vennootschappen voorziet immers in een **procedure van 'bevestiging'** van de benoeming van de vereffenaar, door het indienen van een eenzijdig verzoekschrift gevolgd door een beslissing die binnen de 24 uur wordt beloofd.

Volgt de rechtbank de keuze van de algemene vergadering niet, meer bepaald wegens een mogelijk gebrek aan onafhankelijkheid of twijfel betreffende de bekwaamheid van de voorgestelde vereffenaar, dan kan de rechtbank zelf de vereffenaar aanstellen of de algemene vergadering vragen een andere vereffenaar aan te stellen.

Bijgevolg moet de vennootschap erover waken dat ze de regels voor het bijeenroepen van de nieuwe algemene vergadering naleeft en rekening houdt met de strikte termijnen waarin artikel 181 van het Wetboek van Vennootschappen voorziet.

- Artikel 189bis van het Wetboek van Vennootschappen legt een stelsel van openbaarmaking betreffende het verloop van de vereffening op door te bepalen dat een **dossier bij de griffie** wordt geopend met een overzicht van het actief en passief, evenals een verslag van de vereffenaar betreffende het vervolg van de verrichtingen.

Deze openbaarmaking stelt de schuldeisers die gekant zijn tegen de vereffening in de gelegenheid het bestaan van de voorwaarden van faillietverklaring van de ontbonden vennootschap beter te beoordelen.

- De afsluiting van de vereffening heeft niet langer alleen betrekking op de vennoten van de ontbonden vennootschap, maar ook op de rechtbank van koophandel die de opdracht heeft **de 'geldigheid' van het verdelingsplan na te gaan** en daartoe 'van de vereffenaar alle dienstige inlichtingen kan vorderen' (artikel 190 § 1 van het Wetboek van Vennootschappen).

- Tot slot wordt voorzien in een **overgangsstelsel** voor vereffeningen die nog niet zijn afgerond op het ogenblik waarop de wet in werking treedt. De vereffenaar krijgt één jaar de tijd om zich naar de nieuwe wetsbepalingen te schikken.

Terwijl de openbaarmaking vrij gemakkelijk realiseerbaar is, geldt dit niet noodzakelijk voor de procedure van 'bevestiging' van de benoeming van de vereffenaar, vooral gelet op de mogelijkheid voor de rechtbank om sommige handelingen in twijfel te trekken die de vereffenaar heeft gesteld tussen zijn benoeming – die al vrij oud kan zijn – en zijn bevestiging, indien die laatste wordt vereist.

3. Opmerkingen

Het komt ons niet toe ons uit te spreken over het feit of een dergelijke hervorming al dan niet opportuun is, aangezien de normaal voorzichtige en ijverige vereffenaar in het beheer van zijn opdracht al de gewenste transparantie en openbaarmaking aan de dag zal hebben gelegd.

Dit neemt niet weg dat de nieuwe regels het zeker mogelijk zullen maken de 'vermomde faillissementen' te beperken, in het belang van de schuldeisers.

Bijgevolg kunnen we deze nieuwe ontwikkeling toejuichen, ook al zijn er vele risico's mee verbonden:

- door deze nieuwe regels toe te passen wordt de vereffeningprocedure nog **logger**, zowel voor de vennootschap als voor de griffie en de magistratuur die zich moet uitspreken over de keuze van de vereffenaar, het verdelingsplan enzovoort;

- ook de rechtszekerheid van de handelingen door de vereffenaar loopt gevaar, aangezien artikel 184 § 1 van het Wetboek van Vennootschappen bepaalt dat 'de rechtbank tevens oordeelt (in de procedure van bevestiging van de vereffenaar) over de handelingen die de vereffenaar eventueel heeft gesteld tussen zijn benoeming door de algemene vergadering en de bevestiging ervan. Zij kan die handelingen met terugwerkende kracht bevestigen, dan wel nietig verklaren indien ze kennelijk in strijd zijn met de rechten van derden.'

- (1) Na de stemming in de Kamer van volksvertegenwoordigers op 3 maart 2006 heeft de Senaat ervan afgezien de tekst te bespreken, aangezien de termijn daarvoor op 3 mei II. is verstreken. Bijgevolg moet de tekst alleen nog worden afgekondigd en gepubliceerd.
- (2) In de mate waarin het verkeerd zou zijn te beschouwen dat de vereffening, uit principe, niet de gewenste transparantie ten overstaan van de schuldeisers verzekert.

BELGAVOKA E.E.S.V. wijst er op dat elk contact met haar leden uitsluitend een aangelegenheid tussen de eventuele cliënt en het betrokken lid betreft. Dit betekent dat het lid instaat voor het beroepsgeheim en de uitsluitende verantwoordelijkheid van de cliëntenrelatie draagt. De cliënt richt zich intuïtu personae tot het lid van Belgavoka en deze relatie kan nooit leiden tot enige aansprakelijkheid van de E.E.S.V. BELGAVOKA.

visit our website
www.belgavoka.be



Für den belgischen Jäger wird der Beistand eines Rechtsanwalts nützlicher als der Beistand seines vertrauten Jagdhundes

Patrick Geelhand de Merxem

Eine genaue Analyse führt zu dem Ergebnis, dass der Titel dieses Artikels irreführend ist, da das Jagrecht in Belgien in den Kompetenzbereich der Regionen fällt und somit unterschiedliche Regeln in Flandern und in der Wallonie bestehen, ohne die Region Brüssel-Hauptstadt zu berücksichtigen.

Die Ausübung des Jagdrechts im 21. Jahrhundert ist für die meisten Personen in Belgien ein Hobby, eine Freizeitbeschäftigung, ein Zeitvertreib und manchmal sogar eine Leidenschaft. Aber eine juristische Ausbildung zwingt sich zunehmend auf.

Zunächst ist die Jagdprüfung hervorzuheben, die einen theoretischen Teil und mehrere praktische Prüfungen umfasst.

Der theoretische Teil umfasst drei Materien, worunter die Jagdgesetzgebung.

Das „multiple choice“ System ist streng, da im Falle einer falschen Antwort ein Punkt abgezogen wird und darüber hinaus muss jedes einzelne Fach bestanden werden.

Derjenige, der diese Prüfung erfolgreich besteht, muss danach mehrere praktische Prüfungen, Sicherheitstests und Schießprüfungen, sowohl mit dem Gewehr, als auch mit dem Karabiner, absolvieren.

Erst danach kann der Volljährige, durch Vorlage eines polizeilichen Führungszeugnisses und einer gültigen Jagdversicherungspolice auf die Jagd gehen, natürlich unter strikter Beachtung einer Reihe von zusätzlichen Verordnungen, Dekreten und Erlässen und nachdem er einen Jagdschein bezahlt und erhalten hat (der jedes Jahr neu bezahlt werden muss) und der jeweils nur für Flandern, bzw. für die Wallonie gültig ist.

Es bestehen europäische Richtlinien (natura 2000 u.a.) und derjenige, der im Ausland jagen will und seine eigene(n) Waffe(n) mitbringt, muss im Besitz eines gültigen europäischen Feuerwaffenpasses sein, auf dem seine eigene(n) persönliche(n) Waffe(n) eingetragen sind.

Es ist somit im Prinzip nicht möglich, die Staatsgrenze mit einer geliehenen Waffe zu überschreiten.

Der Jagdpachtvertrag ist auf den ersten Blick ein sehr einfacher Vertrag. Es handelt sich um eine Vereinbarung zwischen dem Verpächter (dabei handelt es sich meistens entweder um den Eigentümer und um den Nutznießer) und dem Pächter (meistens der Jäger, später Inhaber des Jagdrecht genannt) mittels welcher die erste Partei der zweiten Partei für eine befristete Dauer (oft mit ausschließlichen Charakter) das Jagdrecht auf bestimmten Parzellen gewährt.

Nichtsdestotrotz gibt diese einfache Vereinbarung Anlass zu vielen Streifällen und Auseinandersetzungen und einer unvermutet hohen Anzahl Verfahren, die entweder durch Schiedsspruch oder auf gerichtlichem Wege geklärt werden.

Der Grund hierfür ist meistens die große Konkurrenz, die zwischen den Jägern besteht, um das Jagdrecht auf einer bestimmten Parzelle zu erhalten. Aber wie kommt es dazu, dass eine so einfache Vereinbarung Anlass zu so vielen

Auseinandersetzungen geben kann?

Dies ist unter anderem auf die Tatsache zurückzuführen, dass das Jagdrecht im Allgemeinen und die Ausübung des Jagdrechts im Besonderen einer zu großen Anzahl von unterschiedlichen Gesetzgebungen unterliegen, die sich manchmal überschneiden und die manchmal sogar widersprüchlich sind oder die in der Praxis nicht zu funktionieren scheinen.

Ohne dies vertiefen zu wollen, können wir dennoch folgende Elemente aufzählen.

- die gesetzliche Bedingung einer Mindestfläche für die Ausübung der Jagd (in Flandern 40 ha)
- einige Jagdrechte sind nicht exklusiv
- einige Jagdpläne sind nicht aktuell
- die mündlichen Vereinbarungen stehen in Widerspruch zu den schriftlichen Verträgen
- die Vereinbarungen zwischen Parteien stehen in Widerspruch zu den Satzungen des Jagdrats
- die Miteigentümer treffen widersprüchliche Entscheidungen bezüglich des Jagdrechts
- das Gericht annulliert die Entscheidung der V.o.G. Jagdrat

usw...

Die Diskussionen bezüglich der **Wildschäden** haben bereits mehrere Schränke mit Rechtsprechung gefüllt. Dies ist an und für sich nicht verwunderlich. Das Grundprinzip des Artikels 1382 des ZGB wird durch das belgische Jagdrecht umgekehrt.

Normalerweise trägt der Eigentümer selbst das Risiko für den an seinem Eigentum verursachten Schaden.

Bei Wildschäden ist dies jedoch anders. Das gesetzliche Prinzip sieht in der Tat vor, dass der außergewöhnliche Schaden, der durch das Wild an den Kulturpflanzen verursacht wurde, durch den Inhaber des Jagdrechts entschädigt werden muss. Der Inhaber des Jagdrechts muss also den Eigentümer der Kulturpflanzen (oft der Landwirt) entschädigen. In bestimmten Fällen muss der Inhaber des Jagdrechts also den Schaden, den nicht er, sondern den das Wild an den Kulturpflanzen und Bäumen verursacht hat, vergüten. Früher wurden die Kaninchenschäden sogar doppelt entschädigt, was zur Folge hatte, dass es für den Landwirt vorteilhafter war, Kaninchenschäden zu erleiden, als eine normale Ernte zu erzielen. Zum Glück ist diese Gesetzgebung überholt.

Das vorgenannte Prinzip ist nicht anwendbar, wenn ein Fehlverhalten des Landwirten vorliegt.

Wie bereits erwähnt, ist die Rechtsprechung in dieser Materie äußerst umfangreich.

Die fünfjährigen sogenannten „Eröffnungsbeschlüsse“ sehen – wiederum unterschiedlich für Flandern und für die Wallonie – das Eröffnungs- und das Schließungsdatum der Jagd für jede Wildart vor und sie legen die Jagdweise fest.

Eine bestimmte Tierart besitzt in der Wallonie das Statut als jagdbares Wild, und in Flandern nicht. So wird beispielsweise eine Waldschnepfe (Zugvogel) in der Wallonie als Wild angesehen und darf also während der Jagdsaison gejagt werden, während sie in Flandern nicht als Wild angesehen

wird und demzufolge auch nicht gejagt werden darf.

Derjenige, der sowohl in Flandern als auch in der Wallonie jagt, muss nicht einen, sondern zwei getrennte Jagdscheine besitzen (einen flämischen und einen wallonischen), die jährlich erneuert werden müssen und die ebenfalls jedes Jahr bezahlt werden müssen.

Wenn die Gefahr besteht, dass eine Wildart Schäden außerhalb der Jagdsaison verursacht, kann man diese Wildart natürlich nicht jagen. Man kann diese Wildart jedoch bekämpfen unter der Beachtung gewisser Formalitäten und Mitteilungen an die Behörden. Danach tut der Jäger also genau das Gleiche wie während der Jagdsaison, aber dies wird dann nicht als „Jagd“, sondern als „Bekämpfung“ bezeichnet und somit beachtet Belgien dann wieder die europäischen Richtlinien.

Die Wilderei und die Bestellungen als Zivilpartei, die Jagdunfälle, die zu zahlenden Entschädigungen für einen Jagdhund, der durch einen Unfall getötet wurde, die Gerichte, die den Wert eines seltenen Raubvogels höher festlegen als den Wert eines Kindes, vervollständigen vorläufig die Liste.

Darüber hinaus darf nicht vergessen werden, dass sich die Tierschutzorganisationen ebenfalls einmischen und ihre Meinung mitteilen.

Diese kurze Frist wurde durch das Gesetz vorgesehen, um die Gläubiger nicht zu sehr zu benachteiligen, weil sowohl die Zinsen, als auch die Vollstreckungsmaßnahmen ab dem Datum des Beschlusses über die Zulässigkeit, ausgesetzt waren.

Eshatsichsehrschnellherausgestellt, dassderSchuldenvermittler Schwierigkeiten hatte, die Frist zu beachten, was dann dazu führte, dass Verlängerungsanträge eingereicht wurden.

Das neue Gesetz sieht ebenfalls vor, dass ein Gläubiger, der seine Forderungsanmeldung nicht innerhalb der Frist eines Monats eingereicht hat, durch den Schuldenvermittler durch Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung darauf hingewiesen wird, dass er über eine letzte Frist von 15 Tagen ab Empfang des Einschreibens verfügt, um seine Forderung anzumelden.

Wenn die Forderung nicht innerhalb dieser Frist eingereicht wurde, wird davon ausgegangen, dass der betroffene Gläubiger auf seine Forderung verzichtet.

2. Betrag, der dem Überschuldetem zusteht

Parallel zur Änderung der Prozedur, sieht das neue Gesetz den Mindestbetrag vor, auf den die überschuldete Person Anspruch erheben kann.

Auf die Beträge, die der Schuldenvermittler erhält, behält er einen Betrag ein, der mindestens so hoch ist wie der geschützte Betrag in Anwendung der Artikel 1409-1412 des Gerichtsgesetzbuches.

Mit dem schriftlichen Einverständnis des Antragstellers kann dieser Betrag allerdings reduziert werden. Der Betrag kann jedoch in keinem Fall niedriger sein, als der Betrag, der in Artikel 14 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 über das Recht auf eine soziale Eingliederung vorgesehen ist.

3. Vollständiger oder teilweiser Schuldenerlass

Die große Neuerung des Gesetzes besteht zweifellos darin, dass jetzt die Möglichkeit für jeden privaten Gläubiger und vor allem für den öffentlichen Gläubiger besteht, einen gänzlichen oder teilweisen Schuldenerlass zu gewähren, und dies unabhängig von der Art der Schuld, u.a. steuerlich, sozial,...

Die Aufmerksamkeit des Schuldenvermittlers sei allerdings auf die Tatsache gerichtet, dass im Rahmen der Schuldentrückzahlung, die Schulden, die die menschliche Würde des Antragstellers und seiner Familie gefährden, vorrangig zurückgezahlt werden.

Artikel 1675/13bis des Gerichtsgesetzbuches sieht vor, dass wenn kein gütlicher oder gerichtlicher Schuldenplan möglich ist wegen unzureichender Einnahmequellen, der Schuldenvermittler dies in dem in Artikel 1675/11 §1 vorgesehenen Protokoll vermerkt, zusammen mit einem begründeten Vorschlag, der den vollständigen Schuldenerlass, sowie die eventuellen Begleitmaßnahmen rechtfertigt.

Der Richter kann in diesem Fall den vollständigen Schuldenerlass ohne Schuldenplan gewähren.

Die Entscheidung des Richters kann an Begleitmaßnahmen gebunden werden. Diese Maßnahmen dürfen die Dauer von 5 Jahre jedoch nicht überschreiten.

Der Schuldenerlass ist definitiv, außer im Falle gestiegener

Die neuen Gesetzesänderungen bezüglich der kollektiven schuldenregelung



Stéphane Collin

Das Gesetz vom 13. Dezember 2005, das am 21. Dezember 2005 im belgischen Staatsblatt veröffentlicht wurde, ändert das Gesetz über die kollektive Schuldenregelung in verschiedenen Punkten ab.

Neben der Kompetenzübertragung vom Pfändungsrichter an die Arbeitsgerichte, hat der Gesetzgeber verschiedene andere Neuerungen vorgesehen, auf die wir hiernach näher eingehen werden.

Die meisten Änderungen, die durch das Gesetz vom 13. Dezember 2005 vorgesehen wurden, betreffen Probleme, mit denen die Schuldenvermittler täglich konfrontiert wurden.

Darüber hinaus besteht jetzt die Möglichkeit für die institutionellen Gläubiger (FÖD Finanzen, Mehrwertsteuerverwaltung, Gemeinden, ...) der überschuldeten Person einen Schuldenerlass für den Hauptbetrag oder sogar eine Schuldenlöschung zu gewähren.

1. Die Frist für die Erstellung eines gütlichen Schuldenplans

Der Gesetzgeber hat die Frist für die Erstellung eines gütlichen Schuldenplanes durch den Schuldenvermittler von 4 Monate auf 6 Monate verlängert.

In der Praxis wurde in der Tat festgestellt, dass es sehr schwer war, einen gütlichen Schuldenplan innerhalb einer Frist von 4 Monaten zu erstellen.

Einnahmen innerhalb von 5 Jahren nach der Entscheidung.

Diese Entscheidung kann innerhalb einer Frist von 5 Jahren unter Beachtung der Bedingungen des Artikels 1675/15 des Gerichtsgesetzbuches revidiert werden.

Parallel zur Gesetzgebung über die Konkurse sieht Artikel 19 des Gesetzes vom 13 Dezember 2005 die Einfügung eines Artikels 1675/16bis im Gerichtsgesetzbuch vor.

Unbeschadet der Anwendung von Artikel 1287 des Zivilgesetzbuches und außer im Falle der Organisation der Zahlungsunfähigkeit mit betrügerischer Absicht, können die physischen Personen, die sich kostenlos als persönliche Bürgen der Antragstellers bestellt haben, ganz oder teilweise entlastet werden, wenn der Richter feststellt, dass ihre Verpflichtung in keinem Verhältnis zu ihren Einnahmen und ihrem Vermögen stehen.

Um von der Entlastung zu profitieren, müssen diese Personen an der Kanzlei des Gerichts, welches mit dem Antrag auf kollektive Schuldenregelung befasst wurde, eine Erklärung einreichen, aus der hervorgeht, dass ihre Verpflichtung unverhältnismäßig ist.

Der Richter entscheidet bezüglich der Entlastung wenn er das Urteil verkündet, durch welches er einen gütlichen Schuldentilgungsplan bestätigt oder einen gerichtlichen Schuldentilgungsplan festlegt.

Der Richter kann ebenfalls zu einem späteren Zeitpunkt bezüglich der Entlastung der Bürgen entscheiden, wenn die Behandlung dieses Punktes zu einer Verzögerung des Urteils über den Antrag auf kollektive Schuldenvermittlung führen würde.

Schlussfolgerung:

Diese gesetzlichen Änderungen bringen zweifellos Lösungen, die es den überschuldeten Personen ermöglichen, dauerhaft aus ihren finanziellen Problemen zu gelangen.

Allerdings hat der Gesetzgeber nicht vorgesehen, welche Begleitmaßnahme durch das Gericht angeordnet werden kann, u.a. um den Schuldenerlass zu überwachen.

Es obliegt somit der Rechtsprechung, die praktischen Modalitäten zu bestimmen, um Missbräuche zu vermeiden, wobei den unglücklichen und gutgläubigen Schuldern ermöglicht werden muss, ein menschenwürdiges Leben zu führen.

Die Liquidation von Gesellschaften: Bald Neuigkeiten!



Geoffroy Lemaire

Ein Gesetzesvorschlag, der das System der Auflösung der Handelsgesellschaften entscheidend ändert, wird demnächst in Kraft treten. (1)

1. Ratio legis

Der Autor der ersten Version des Gesetzesvorschlags, der am 9. Juli 2003 hinterlegt und erneut in einem Text vom 30. März 2006 vorgestellt wurde, wies auf den Verdacht hin, dass gewisse Liquidationen bewusst oder unbewusst zur Folge hatten, dass die im Falle des Konkurses anwendbaren Regeln umgangen wurden (Haftung der Gesellschaftsgründer und Anteilhaber, verdächtige Periode, Wahrung der Interessen der Gläubiger).

Unabhängig vom Verantwortungssystem des Liquidators infolge seines Mandates und der Möglichkeit, einen Rechtsstreit gegen die Liquidation (beispielsweise im Rahmen einer Konkursklage) zu führen, kann man nichtsdestotrotz davon ausgehen, dass der Liquidator - im allgemeinen der Geschäftsführer oder einer der Gesellschaftsverwalter - nicht unbedingt über die nötige Kompetenz verfügt, insbesondere was die Bewertung der Ränge und Privilegien betrifft, auf deren Grundlage das Aktiva der Gesellschaft aufgeteilt werden muss.

Gleichfalls – und dies ist nachvollziehbar – wenn der Liquidator nicht über die nötige Neutralität verfügt, insbesondere wegen eines Interessenkonflikts (in Missachtung von Artikel 523 des Gesellschaftsgesetzbuches), kann er die Tendenz haben, die Interessen der Liquidation derjenigen der Gläubiger vorzuziehen.

Zuletzt muss darauf hingewiesen werden, dass es ebenfalls Situationen gibt, wo der Liquidator aus einem bestimmten Grund nicht die nötige Transparenz gewährleistet, indem er keine Rechenschaft über das Voranschreiten seines Mandates ablegt.

Zur Entlastung des Liquidators muss allerdings darauf hingewiesen werden, dass der Liquidator mit Ausnahme der wenigen anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen und des Inhaltes der Abstimmung der Generalversammlung, die ihn bezeichnet hat, nicht viele Anhaltspunkte hatte, um die Ausübung seines Mandates zu gewährleisten.

Das neue System sieht also eine Spezialisierung der Funktion des Liquidators, sowie eine Erhöhung (2) der Anforderungen bezüglich Transparenz und Veröffentlichung vor, und dies in gleicher Art wie im Konkursrecht.

2. Das anwendbare System

Es ist wichtig, im Protokoll der Generalversammlung, mit dem die vorzeitige Auflösung der Gesellschaft beschlossen wurde, zu vermerken, dass die Wahl des Liquidators der späteren Bestätigung durch das zuständige Handelsgericht unterliegt.

Artikel 184 des Gesellschaftsgesetzbuches sieht in der Tat ein „Bestätigungsverfahren“ der Bezeichnung des Liquidators vor, insbesondere durch die Hinterlegung eines einseitigen Antrags, der von einer Entscheidung innerhalb von 24

Stunden gefolgt wird.

Für den Fall, dass das Gericht die Wahl der Generalversammlung nicht bestätigen sollte, beispielsweise wegen unzureichender Unabhängigkeit oder wegen eines Zweifels bezüglich der Kompetenz des bezeichneten Liquidators, kann das Gericht von Amts wegen einen Liquidator bezeichnen oder die Generalversammlung auffordern, eine neue Wahl zu treffen.

Angesichts der strikten Fristen, die in Artikel 181 des Gesellschaftsgesetzbuches vorgesehen sind, muss die Gesellschaft also auf die Regeln bezüglich der Einberufung einer neuen Generalversammlung achten.

- Artikel 189bis des Gesellschaftsgesetzbuches schreibt ein System der Veröffentlichung des Voranschreitens der Liquidation vor, indem er eine offene Akte bei der Kanzlei vorsieht, die die aktive und passive Situation, sowie einen Bericht des Liquidators über die weiteren Schritte enthält.

Diese Veröffentlichung ermöglicht es insbesondere den Gläubigern, die sich der Liquidation widersetzen, besser nachzuvollziehen, ob die Bedingungen für einen Konkurs der aufgelösten Gesellschaft erfüllt sind.

- Der Abschluss der Liquidation betrifft nicht mehr nur die Anteilseigner der aufgelösten Gesellschaft, sondern ebenfalls das Handelsgericht, das die Gültigkeit des Aufteilungsprotokolls überprüfen muss und das in diesem Rahmen „alle nützlichen Informationen beim Liquidator anfordern kann“. (Artikel 190 § 1 des Gesellschaftsgesetzbuches).
- Es ist auch ein Übergangssystem vorgesehen für die Liquidationen, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Gesetzes noch nicht abgeschlossen sind. Der Liquidator verfügt über eine Frist von einem Jahr, um sich den Bestimmungen der neuen Gesetzgebung anzupassen.

Es ist leicht, für die Veröffentlichung zu sorgen. Das Gleiche gilt jedoch nicht unbedingt für das „Bestätigungsverfahren“ der Ernennung des Liquidators, vor allem wenn man die Möglichkeit des Gerichtes berücksichtigt, verschiedene Handlungen, die der Liquidator zwischen dem Zeitpunkt seiner Ernennung – die relativ alt sein kann – und seiner Bestätigung getätigt hat, in Frage zu stellen, wenn dies gefordert wird.

3. Anmerkungen

Es kommt uns nicht zu, uns über die Zweckmäßigkeit einer derartigen Reform zu äußern, insofern der normal vorsichtige Liquidator für die Ausübung seines Mandates bereits für die gewünschte Transparenz und Veröffentlichung gesorgt hat.

Auf jeden Fall werden die neuen Regeln es erlauben, die Anzahl „versteckter Konkurse“ zu begrenzen, und dies im Interesse der Gläubiger.

Die Maßnahme ist also zu begrüßen, auch wenn sie mehrere Probleme mit sich bringt:

- die Anwendung der neuen Regeln wird das Verfahren der Liquidation zusätzlich erschweren, sowohl für die Gesellschaft selbst, als auch für die Kanzlei und den Magistraten, der sich zur Wahl des Liquidators äußern muss, das Verteilungsprojekt, usw....
- die Rechtssicherheit der durch den Liquidator getätigten Handlungen ist ebenfalls gefährdet, das Artikel 184 § 1 des Gesellschaftsgesetzbuches vorsieht, dass das

Gericht (zum Zeitpunkt des Verfahrens der Bestätigung des Liquidators) ebenfalls über die Handlungen urteilt, die der Liquidator eventuell zwischen dem Zeitpunkt seiner Bezeichnung durch die Generalversammlung und der gerichtlichen Bestätigung dieser Bezeichnung getätigt hat. Das Gericht kann diese Handlungen entweder rückwirkend bestätigen oder annullieren, wenn sie offensichtlich die Rechte von Dritten verletzen.

- (1) Nach der Verabschiedung durch die Repräsentantenkammer am 3. März 2006, hat der Senat darauf verzichtet, den Text zu übernehmen. Die Frist, um dies zu tun, lief am 3. Mai aus. Somit muss nur noch das Bekanntmachungs- und Veröffentlichungsverfahren stattfinden.
- (2) insofern es missbräuchlich wäre, davon auszugehen, dass die Auflösung prinzipiell nicht die gewünschte Transparenz gegenüber den Gläubigern gewährleistet.

BELGAVOKA E.W.I.V. weist darauf hin, dass jeglicher Kontakt mit einem ihrer Mitglieder eine Angelegenheit zwischen dem potentiellen Mandanten und dem betroffenen Mitglied darstellt. Dies bedeutet, dass jedes Mitglied im Rahmen seiner Beziehung Mandanten für die Wahrung des Berufsgeheimnisses einsteht und seine diesbezügliche Verantwortung übernehmen wird. Indem sich der Mandant an ein Mitglied von Belgavoka wendet, richtet er sich ausschliesslich an diese Person und aus dieser Beziehung lässt sich keinesfalls eine Verantwortlichkeit der E.W.I.V. BELGAVOKA ableiten.

visit our website
www.belgavoka.be



For the Belgian hunter, the assistance of a lawyer is becoming more useful than that of his trusty hunting dog.

On closer inspection, even the title of this article is already misleading, because the laws on hunting in Belgium is a regionalised subject, so that the regulations are fundamentally different in Flanders and in Wallonia – leaving the Brussels Capital Region out of consideration for the moment.

Just think for a moment: hunting in the 21st century is for most people in Belgium a hobby, a leisure activity, an enthusiasm, possibly even a passion. But you practically have to go to law school to do it.

Firs of all there is the hunting exam, with a theoretical part and several practical tests. The theoretical part comprises three sections, including (hunting-) legislation.

The multiple choice system is extremely hard because wrong answers are given negative points and in addition you have to pass in each separate section.

Anyone who struggles through that successfully then has to go through several practical tests, safety tests and shooting trials, both with rifle and carbine.

Only then can an adult go hunting, on presentation of a certificate of good conduct and character and proof of valid hunting insurance - of course, provided he strictly abides by the impressive additional arsenal of decrees and laws of all kinds and after paying for and being given a hunting licence (which has to be paid for every year), which is valid either for the Flemish Region or the Walloon Region only.

There are European Directives (Natura 2000, etc.) and anyone who wants to go abroad with his personal weapon(s) must have a valid European firearms pass, listing his own personal weapon(s).

So in principle you cannot cross the State border with a weapon leant to you in good faith.

At first sight, the hunting lease is pretty simple. It is a contract between lessor (usually the owner or usufructuary) and the lessee (usually the hunter, thereafter referred to as the hunting licensee) whereby the first party for a certain period leases the (usually exclusive) right to hunt on certain areas of land to the second party.

Nevertheless, this simple contract gives rise to a great number of arguments and disputes and an unexpectedly high number of cases that are resolved either through arbitration or through the courts.

The provocation is of course usually to be found in the enormous competition that exists between huntsmen to obtain the hunting rights over a particular plot of land. But how is it that such a simple contract can provoke so many disputes?

One of the reasons is the fact that the right to hunt in general and the exercise of the right to hunt in particular are subject to a variety of regulations that sometimes complement one another, sometimes overlap, and sometimes conflict with one another or in the end do not appear to work in practice.

Without wanting to go into more detail on this, the following elements can nevertheless be briefly mentioned.

- Legal requirement of minimum surface area for hunting (in Flanders, 40 hectares)
- Some hunting rights are not exclusive

- Some hunting plans are not up to date
 - Verbal contracts are in conflict with written ones
 - Contracts between parties are in conflict with the statutes of the Wildlife Management Unit
 - Undivided owners take contradictory decisions with regard to hunting laws
 - The Court annuls the decision of the Wildlife Management Unit
- ... and so on ...

Damage caused by game has already produced mountains of jurisprudence. This in itself is not surprising.

The basic principle of 'if you break something you pay for it', or even of Article 1382 of the Civil Code, is being turned on its head by the hunting laws in Belgium regarding damage caused by game.

It is usually the owner himself who bears the risk for the damage to his property, leaving out the principle of the insurance.

With damage caused by game matters are different. The legal principle provides particularly that the abnormal damage to crops caused by the game by the hunting licensee must be made good to the owner of the cultivation. In certain cases the licensee must therefore pay for damage to the crops, the cultivation or the trees caused not by him but by "the game". In the past, damage to rabbits had in certain cases to be doubly compensated for, which meant that it was more advantageous to the breeder to suffer damage caused by game than to hope for a normal yield from the cull. This regulation has fortunately been superseded.

The aforementioned principle can be can be annulled by error of the breeder.

The jurisprudence on this matter is, as has been said, interminable.

The five-yearly so-called 'opening resolutions' specify – once more, separately for Flanders and Wallonia – the opening and closing dates for the hunting season for each different type of game, and also specifies the manner in which it may be hunted.

A certain kind of animal has the status of being able to be hunted in Wallonia but not in Flanders – e.g. the woodcock. That migratory bird may thus be hunted in Wallonia (during the hunting season) but not in Flanders.

Incidentally, anyone who wants to hunt in both Flanders and Wallonia must apply for not one, but two separate hunting permits (and every year) and of course pay twice.

If a variety of game threatens to cause damage outside the legal hunting season, then of course it may not be hunted. However, combatting that variety of game is possible subject to the fulfilment of various formalities and reports to the Government. After that, the hunter can then do exactly the same as in the hunting season, but this is then called pest control and not hunting, and in so doing Belgium is once more in line with the European Directives on the matter.

Poaching and people suing each other in court, hunting accidents, compensation for a hunting dog accidentally shot dead, the higher financial valuation placed by the court on a rare bird of prey than on a human child all complete the picture for the time being.

And the animal rights organisations are also keeping their eye on the matter.



Stéphane Collin

The new legislative amendments to the collective debt regulations

The law of 13 December 2005, published in the *Moniteur belge* (Official Gazette) on 21 December 2005, brought a number of amendments to the legislation on the collective debt regulations.

In addition to the transfer of competence from the *Juge des Saisies* (court deciding in cases of seizure/dstraint orders), the law has instigated various innovations that we will deal with in the context of this explanation.

The principal amendments made by the law of 13 December 2005 aim to deal with the problems encountered daily by debt mediators.

Furthermore, the possibility now exists for institutional creditors (SPF FINANCES, VAT, MUNICIPALITIES, etc.) to grant an over-indebted debtor a reduction of the debt owed, even in the principal of their loan or its annulment.

1. Period of time to draw up a plan for amicable settlement

The law has extended the period of time for drawing up a plan for amicable settlement by the debt mediator from 4 months to 6 months.

In fact, practice has shown that it was extremely difficult to draw up a settlement plan within a period of 4 months.

This short period of time had been set by the law in order not to disadvantage the creditors because both the interest on their loans and the means of execution had been suspended from the moment when their cases were judged to be admissible.

It very quickly appeared that the debt mediator had difficulties in sticking to this deadline and that in turn gave rise to requests for an extension of the deadline.

Concomitantly, the law now provides that if a creditor does not make a declaration of indebtedness within one month, the debt mediator will inform him by registered letter with acknowledgement of receipt that he has a further 15 days from the date of receipt of that letter to make that declaration.

If the declaration is not made by that deadline, the creditor concerned will be considered as having renounced the debt due to him.

2. Amount of earnings to be attributed to the over-indebted debtor

In parallel with these procedural amendments, the law now determines the minimum earnings that the debtor is entitled to claim.

The debt mediator thus deducts earnings from the amounts he collects, which is put at the disposal of the applicant and which is at least equal to the amount protected in application of Articles 1409 to 1412 of the Judicial Code.

However, with the written agreement of the applicant, those earnings may be reduced, but without being less than the amount described in Article 14 of the law of 26 May 2002 concerning the right to social integration.

3. Total or partial cancellation of debts

Furthermore, the major innovation of the law is henceforth to provide for the possibility for any private and especially public creditor to grant a total or partial cancellation of debt to the applicant, whatever the nature of the debt, notably fiscal, social, etc.

However, the attention of the debt mediator is drawn to the fact that, in relation to the reimbursement of creditors, the emphasis must be placed on the priority reimbursement of debts that threaten the respect for the human dignity of the applicant and his family.

Article 1675 / 13bis of the Judicial Code states that if it appears that no amicable or judicial plan is possible because of the applicant's lack of resources, the mediator notes that point down in the report described in Article 1675/11 § 1 with a detailed proposal justifying the granting of a total cancellation of debts and any measures that he considers should accompany it.

In such a case the court may grant a total cancellation of debts without a settlement plan.

This decision may include accompanying measures, whose duration may not be greater than 5 years.

The cancellation of debts remains in force unless there is a return to better circumstances within the 5 years following the decision.

The decision may be revoked within 5 years under the conditions described in Article 1675/15 of the Judicial Code.

In parallel with the legislation on bankruptcies, Article 19 of the law of 13 December 2005 provides for the insertion of an extra article – 1675/16 bis – into the Judicial Code.

Without prejudice to the application of Article 1287 of the Civil Code, and except in the case of fraudulent organisation of insolvency, natural persons – who, without remuneration, put themselves forward as personal guarantors for the applicant – may be discharged wholly or in part from their commitment if the judge considers that their obligation is disproportionate to their income and assets.

In order to benefit from this discharge, these persons must deposit with Clerk of the court hearing the request for collective debt settlement a declaration attesting that their obligation is disproportionate.

The Judge will rule on the discharge when he gives his decision by which he ratifies a plan for amicable settlement or orders a judicial settlement plan.

He may also give a ruling through a subsequent decision if the handling of this question is such as to delay the judgement on the request for collective debt settlement

Conclusions

These legislative amendments incontestably provide solutions to enable over-indebted debtors to sort themselves out and extricate themselves from their financial problems in a sustainable manner.

However, the law has not stated what accompanying measure might be taken by the Court for the purpose of supervising particularly the elimination of debts.

So now it is up to the jurisprudence to determine its practical modalities to prevent excesses while permitting unfortunate debtors acting in good faith to live their lives in accordance with human dignity.



Geoffroy
Lemaire

Company liquidations: something new soon!

A draft law substantially modifying the regime for liquidating commercial companies will in fact soon come into force.

1. Ratio legis

The proponent of the first version of the draft law, tabled on 9 July 2003 and presented again in a text of 30 March 2006, pointed out the suspicion that might be attached to certain liquidations which, deliberately or not, had the effect of eluding the rules applicable to bankruptcy (responsibilities of founders and partners, suspect period, preservation of the interests of creditors).

Independently of the regime for the responsibility of the liquidator in his mandate and the possibility of submitting, as the case may be, a contestation opposing the liquidation of one of his creditors – for example, in relation to a bankruptcy action – one might nevertheless consider that the liquidator – usually the Managing Director or one of the company's other directors – does not necessarily have all the required authority, particularly in assessing the ranks and privileges on the basis of which the redress of assets must operate.

Similarly, and understandably, the liquidator – if he does not have the necessary disinterest, notably because of a conflict of interests (regardless of Article 523 of the Companies Code) – may tend to favour the interests of the liquidation to the detriment of those of the creditors.

Finally, it must be pointed out that one can also encounter situations in which the liquidator, for one reason or another, might not provide the requisite transparency by not taking account of the evolution of his mandate.

It is true that, in defence of the liquidator, the latter hardly had a lot of reference points to help him carry out his mandate, with the exception of a few applicable legal provisions and of the content of the deliberations of the General Assembly that appointed him.

So in the new regime we are seeing a specialisation of the liquidator's function and reinforcement (2) of the requirements for transparency and publicity, similarly to the bankruptcy laws.

2. System installed

- It will be important to indicate, in the minutes of the General Assembly meeting announcing the anticipated dissolution of the company, that the choice of liquidator will be subject to the subsequent approval of the competent Court of Commerce.

Article 184 of the Companies Code in fact provides for a "confirmation" procedure for nominating the liquidator, notably through the deposit of a unilateral request followed by a decision promised within 24 hours.

If the Court decided not to adhere to the choice of the General Assembly, particularly because of a possible lack of independence or a doubt as to the competence of the intended liquidator, the latter may himself designate the liquidator or invite the General Assembly to make a new selection.

Consequently, the company will have to be careful to obey the rules for convening the new General Assembly, adhering to the strict deadlines laid down by Article 181 of the Companies Code.

- Article 189 bis of the Companies Code lays down an arrangement for publicising the evolution of the liquidation by providing for an **open dossier at the Clerk's office** containing an active and passive situation as well as a report by the liquidator on the conduct of the operations.

This publicity will in particular make it possible for creditors opposed to the liquidation to assess better the existence of the conditions for bankruptcy of the dissolved company.

- The closure of the liquidation will no longer concern only the partners of the dissolved company but also the Court of Commerce charged with **verifying the "validity" of the distribution plan** which, in this context, may "require all such information as may be useful from the liquidator" (Art. 190 § 1 of the Companies Code).

- Finally, a **transitional arrangement** is provided for liquidations that were not yet closed when the law came into force. A period of one year is granted to the liquidator to enable him to abide by the new provisions.

Though the publicity is easy to implement, it will not necessarily be the same for that which concerns the procedure for "confirming" the nomination of the liquidator, especially if we look at the possibility for the Court of re-examining certain acts by the liquidator between his nomination – which might be relatively old – and his confirmation, if the latter is required.

3. Observations

It is not up to us to pronounce on whether such a reform is opportune to the extent that the normally prudent and diligent liquidator will already have applied the desired transparency and publicity in the conduct of his mandate.

Still, these new rules will assuredly make it possible to limit "disguised bankruptcies" in the interest of creditors.

The approach is therefore to be welcomed, even though it will not be without numerous stumbling-blocks:

- The application of these new rules will involve a complementary ponderousness in the liquidation procedure, both for the company itself and for the Clerk's Office and the magistrate responsible for pronouncing on the choice of liquidator, the distribution plan, etc.
- The legal safety of the liquidator's acts is also endangered since Article 184 §1 of the Companies Code provides that "the court shall also rule (during the procedure for confirming the liquidator) on any acts the liquidator has performed between his nomination by the General Assembly and the confirmation of that nomination. It may confirm those acts retroactively, or annul them if they constitute a manifest violation of the rights of third parties."

(1) After the vote in the Chamber of Representatives on 3 March 2006, the Senate renounced evoking the text, the deadline for doing this expiring on 3 May last. There therefore remains only the procedure for promulgation and publication.

(2) ... to the extent that it would be improper to consider that, in principle, the liquidation did not ensure the desired transparency with regard to creditors.

BELGAVOKA E.E.I.G. points out that any relationship with its members is a matter between the possible client and the member concerned. This means that each member is responsible for professional secrecy and his liability in the framework of the relationship with clients. The client has a relationship based on the principle of *intuitu personae* when dealing with a Belgakova member and the E.E.I.G. BELGAVOKA has no liability whatsoever, in any circumstances, with regard to this relationship.

Leden • Membres Mitglieder • Members

ANTWERPEN

KANTOOR VAN CAMP

Katia VLEUGELS
Molenstraat 52-54, 2018 ANTWERPEN
Tel 03/241.05.41
Fax 03/241.05.40
E-mail: katia.vleugels@evclaw.com

ARLON & NEUFCHATEAU

MICHEL & LEFEVRE

Jean-Paul MICHEL
Rue des Combattants 30, 6760 VIRTON
Tel 063/58.86.90
Fax 063/58.86.94
E-mail: jpaul.michel@belgavoka.be

BRUGGE

LANDUYT, SERGEANT, FEYS & PERSYN

Johan PERSYN
Zwijstraat 3, 8000 BRUGGE
Tel 050/34.36.34
Fax 050/34.05.19
E-mail: jpersyn@law-office.be

BRUSSELS

DE BEIR & VANRAES

Theo DE BEIR
Av. W. Churchill laan 51, 1180 BRUSSELS
Tel 02/340.24.00
Fax 02/343.83.03
E-mail: theo.debeir@debeir-vanraes.be

CHARLEROI

PHILIPPE & PARTNERS

Geoffroy LEMAIRE
Boulevard Mayence 17-21, 6000 CHARLEROI
Tel 071/30.70.97
Fax 071/30.51.60
E-mail: glemaire@philippe-law.com

DENDERMONDE

DE CLERCQ - TRUYENS - DE SCHRUIJVER - MEESE

Luc TRUYENS
Koningin Astridln 52, 9100 ST-NIKLAAS
Tel 03/766.60.78
Fax 03/765.95.75
E-mail: ltruyens@skypro.be

DINANT

CABINET MOLINE

Yolande MOLINE
rue de Dinant 14a, 5555 BIEVRE
Tel 061/51.17.75
Fax 061/51.21.16
E-mail: yolande.moline@belgavoka.be

EUPEN

ZIANS & HAAS

Guido ZIANS
Heckingstraße 10, 4780 ST-VITH
Tel 080/28.09.00
Fax 080/22.90.17
E-mail: guido.zians@zians-haas.be

GENT

KANTOOR VAN HAMME

Guy VAN HAMME
Tentoonstellingslaan 78, 9000 GENT
Tel 09/223.64.76
Fax 09/233.29.71
E-mail: guy.vanhamme@belgavoka.be

HASSELT

GEYSKENS, VANDEURZEN & VENNOTEN

Jan SWENNEN
Scheigoorstraat 5, 3580 BERINGEN
Tel 011/42.53.00
Fax 011/42.05.38
E-mail: jan.swennen@gevaco.be

HUY

CABINET PINTIAUX

Gérald PINTIAUX
Rue Vankeerberghen 7, 4500 HUY
Tel 085/27.43.02
Fax 085/27.43.09
E-mail: gerald.pintiaux@belgavoka.be

IEPER

VER ELST & GEELHAND de MERXEM

Francis VER ELST
Brugseweg 63, 8900 IEPER
Tel 057/21.85.26
Fax 057/21.79.64
E-mail: francis.verelst@scarlet.be

KORTRIJK

LEYSSEN - VANDELANOTTE - DEVLOO

Jan LEYSSEN
Koning Albertstraat 24/1, 8500 KORTRIJK
Tel 056/22.07.61
Fax 056/22.07.81
E-mail: jan@lvda.be

LEUVEN

MOMBAERTS - VANDEBROEK - MOMMAERTS

Johan MOMMAERTS
J.P. Minckelerstraat 33, 3000 LEUVEN
Tel 016/31.08.10
Fax 016/29.00.43
E-mail: johan.mommaerts@balieleuven.be

LIEGE

DEWEZ - BERNARD - GREGOIRE

Jean-Luc DEWEZ
Rue des Remparts 6, 4600 VISE
Tel 04/379.37.12
Fax 04/379.08.99
E-mail: jldewez@skynet.be

G.D. LUXEMBOURG

NATHAN & NOESEN

Jean-Paul NOESEN
Rue des Glacis 18 - BP 391
L-2013 LUXEMBOURG
Tel 00352/46.02.46
Fax 00352/46.16.46
E-mail: jpnoesen@nathan-noesen.lu

MARCHE-EN-FAMENNE

DARDENNE-COLLET-ORBAN

Cécile ORBAN
R. de la Gare 10/9, 6980 LA ROCHE-EN-ARD.
Tel 084/41.01.00
Fax 084/41.01.09
E-mail: orban.cecile@swing.be

MECHELEN

LENS-DE KEERSMAECKER-COECKELBERGH

Jules DE KEERSMAECKER
Schuttersvest 23/3, 2800 MECHELEN
Tel 015/41.33.91
Fax 015/41.51.84
E-mail: advocaten.ldkc@skynet.be

MONS

POPIN, LESUISSE & D'ACUNTO

Olivier LESUISSE
Marché Croix-Place 7, 7000 MONS
Tel 065/377.477
Fax 065/37.74.74
E-mail: pld.avocats@belgavoka.be

NAMUR

CABINET DARMONT

Benoît DARMONT
Chaussée de Charleroi 164, 5070 VITRIVAL
Tel 071/74.38.80
Fax 071/74.36.44
E-mail: avocat.darmont@skynet.be

NIVELLES

AUQUIER-DENIS-DUQUESNOY-JOB- SCHRETTER

Benjamin AUQUIER
Avenue du Centenaire 4, 1400 NIVELLES
Tel 067/21.83.85
Fax 067/21.82.88
E-mail: b.auquier@avocat.be

OUDENAARDE

KANTOOR JAN OPSOMMER

Jan OPSOMMER
Kasteelstraat 8, 9700 OUDENAARDE
Tel 055/31.17.70
Fax 055/31.17.31
E-mail: jan.opsommer@telenet.be

TONGEREN

KANTOOR DRIESSEN

Peter BOUTS
St-Catharinastraat 54, 3700 TONGEREN
Tel 012/23.13.68
Fax 012/23.56.51
E-mail: peter.bouts@driessen.be

TOURNAI

CABINET DEBONNET

Victor DEBONNET
Rue de l'Athénée 12, 7500 TOURNAI
Tel 069/22.88.18
Fax 069/22.87.75
E-mail: v.debonnet@skynet.be

TURNHOUT

DEVOS & VAN DEN EYNDE

Guido VAN DEN EYNDE
Diestseweg 155, 2440 GEEL
Tel 014/58.55.18
Fax 014/58.55.09
E-mail: guido@devosvde-law.be

VERVIERS

CABINET COLLIN

Stéphane COLLIN
rue du Palais 34, 4800 VERVIERS
Tel 087/29.23.95
Fax 087/29.23.99
E-mail: s.collin3@avocat.be

VEURNE

KANTOOR LAGROU

Joris LAGROU
Ijzerlaan 40, 8600 DIKSMUIDE
Tel 051/50.06.93
Fax 051/50.12.83
E-mail: lagrou.advocaten@skynet.be

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

BELGAVOKA

In cooperation with :

- **Alain VERBEKE** – estate planning
Boulevard St-Michel 2, 1040 Brussels
T 02/738.06.50 - F 02/738.06.60
averbeke@greenille.com
- **Johan VERBIST** – lawyer at the Court of Cassation
Brederodestraat 13, 1000 Brussels
T 02/501.94.77 - F 02/501.94.94
johan.verbist@linklaters.com
- **Peter L'ECLUSE** – European competition law
Louizalaan 165, 1050 Brussels
T 02/647.73.50 - F 02/640.64.99
E-mail: plecluse@vanbaelbellis.com
- **Roland FORESTINI** – tax law
Avenue Buyl 173, 1050 Brussels
T 02/663.89.20 - F 02/663.89.29
E-mail: rf@forestini.be